

## ***Grèce, après l'espoir l'humiliation.***

*« L'accord » signé ce 12 juillet entre les représentants des pays de la zone euro et le gouvernement grec est d'une gravité exceptionnelle. Il prouve la nature dictatoriale des rapports entre le pouvoir supranational de la troïka et ses commanditaires de la finance internationale, comme la banque Goldman Sachs qui préside aujourd'hui la Banque centrale européenne et dont la réputation de requin n'est plus à démontrer.*

*Depuis toujours, nous avons condamné l'absence de légitimité démocratique des instances de l'UE tout en démontrant sa nature capitaliste intrinsèque. Cette fois, cette absence se double d'une volonté de punir un peuple et de heurter sa dignité même. En seulement quelques jours ces instances aggravent radicalement les conditions qu'elles avaient soumises au gouvernement grec avant le référendum. Alors que la Grèce a perdu 25% de sa richesse nationale en 5 ans, l'union européenne la charge d'un crédit supplémentaire de 86 milliards d'euros qui ne serviront pas au peuple grec mais qui sont destinés essentiellement à rembourser les banques européennes. Ce crédit supplémentaire accentuera la pauvreté de la population et particulièrement les salariés les indépendants et les allocataires sociaux. Cette paupérisation accrue de la Grèce sera aggravée par la mise en vente d'une partie de son patrimoine public déprécié et à des prix qui seront fixés par l'union européenne. De plus, il apparaît clairement que ce sont justement les résultats de ce référendum qui sont à l'origine de la décision des dirigeants de la zone euro, laquelle révèle le véritable mode opératoire qu'ils réservent aux peuples qui seraient tenté de rejeter l'austérité et de contester l'ordre établi par « la pensée unique ultralibérale ».*

*Soutenu par tous les gouvernements européens dont celui de François Hollande et de notre gouvernement fédéral, cet accord est inspiré par une Allemagne arrogante qui fait preuve d'amnésie face au 150 milliards d'euros de dettes qu'elle doit à la Grèce en réparation de son occupation par les nazis de 1941 à 1944.*

*Par son caractère résolument abject et humiliant « l'accord » imposé à la Grèce peut être comparé au Traité de Versailles imposé à l'Allemagne en 1919 qui fut, nous le rappelons, à l'origine du nazisme et de la deuxième guerre mondiale.*

*Nous n'admettons pas que le gouvernement grec ait accepté de signer un tel accord en totale contradiction avec le mandat qu'il avait reçu de la population, tant lors de son élection que lors du référendum. Dans ce sens nous adressons nos chaleureuses salutations militantes à tous les membres du parti Syriza qui ont eu le courage de refuser l'approbation de l'accord et sa mise œuvre.*

*La situation actuelle nous rapproche des analyses formulées par nos camarades du Parti communiste de Grèce, le KKE, qui dénoncent depuis longtemps l'absence d'identité anticapitaliste des Syriza et autres Synaspismos dont le but est la reconstitution de la sociale démocratie grecque en accord avec la droite. Dans la mesure où M Tsipras est vice-président du PGE, les « félicitations » qui lui sont adressées par le président du PGE Mr Pierre*

*Laurent nous interpellent. Ces « félicitations » nous interpellent tout autant que l'attitude de Mr Dragasakis vice-président du gouvernement Tsipras, qui sur les ondes de la radio privée de Syriza, a remercié les états-unis et son Président Obama pour leur contribution à la mise au point de « l'accord ».*

*En conclusion, nous considérons sans conteste que l'attitude du gouvernement grec s'aligne sur les positions sociales démocrates du déjà connu : « sans nous ce serait pire » et du « moindre mal ». Plus grave cette véritable volte-face cherche à éloigner la population européenne de la Gauche radicale en propageant le fatalisme, et en contribuant à discréditer toute alternative à l'austérité et au dogme ultra-libéral. Nous croyons enfin qu'il est grand temps que la gauche radicale se prononce sur l'efficacité et la crédibilité du PGE et qu'elle se pose sérieusement la question de la contradiction entre la volonté de rester dans la communauté européenne et ses contraintes, tout en se proposant de combattre les politiques d'austérité.*

*Liège le 4 août 2015*

*Le Comité fédéral de la Fédération Liégeoise du PC*